

Il faut à la Palestine une nouvelle stratégie unifiée pour la libération

Description

Interview de Haneen Zoabi par Bashir Abu-Manneh à Jacobin



(Coletiva com Haneen Zoabi à Palestina Livre / Flickr)

Haneen Zoabi est une femme politique palestinienne en Israël. Dans une interview, elle explique pourquoi les citoyens palestiniens d'Israël doivent unir leurs luttes pour mettre fin à l'occupation et au siège de Gaza, et combattre pour le droit au retour et pour un État de tous les citoyens du pays.

INTERVIEW

Haneen Zoabi est une femme politique en Israël, membre du bureau politique du parti Balad (Assemblée Nationale démocratique), fondé en 1995. Elle a été membre du Parlement israélien de 2009 à 2019 et a participé à la flottille de Gaza qui, en mai 2010, visait à briser le siège israélien de Gaza.

Cette interview a eu lieu dans le contexte de l'appui récent à la liste centriste du candidat Benny Gantz à la primature par la Joint List, une coalition de partis à majorité palestinienne dont Balad était membre fondateur. Ce ralliement, qui n'a finalement abouti à rien, a été rejeté par Balad, qui a refusé d'ajouter ses trois votes de coalition à ceux des autres partis arabes de la Joint List.

La décision de ralliement fut saluée par beaucoup de monde, en particulier par la presse sioniste progressiste dominante, comme un signe bienvenu du pragmatisme politique des Palestiniens. Dans cette interview, Zoabi explique pourquoi elle voit ce ralliement de la Joint List comme un geste politique profondément erroné. Elle expose aussi sa propre conception de l'État de la question de la Palestine, du rôle du parlementarisme palestinien en Israël et de l'absence catastrophique d'une stratégie palestinienne unifiée pour la libération.

BAM

Où en est maintenant la lutte pour la Palestine?

HZ

Notre lutte est confrontée à une crise. Notre vision politique n'est pas claire, nous n'avons pas de stratégie unifiée et nous nous trouvons à cause d'Oslo dans une impasse, sans aucune réalisation concrète ni le courage de l'admettre. Les concepts de base qui ont donné

forme Ã notre comprÃ©hension et Ã notre dÃ©finition de notre lutte ont changÃ©.

La dÃ©rive de la direction palestinienne du paradigme de la libÃ©ration vers celui de la construction d'un Ãtat a Ã©chouÃ© : elle n'a pas fait diminuer la souffrance du peuple palestinien ni n'a renforcÃ© les Palestiniens dans leur capacitÃ© Ã repenser leurs stratÃ©gies de mobilisation, Ã reconstruire leur lutte et Ã renforcer leur rÃ©silience. Elle n'a pas non plus fait baisser la capacitÃ© et l'hostilitÃ© du projet sioniste ni attÃ©nuÃ© son dÃ©sir militaire d'Ã©craser la rÃ©sistance palestinienne et de menacer notre existence dans notre patrie.

En fait, c'est l'inverse qui s'est produit. Le changement de leadership palestinien du paradigme de la libÃ©ration Ã qui concevait le sionisme comme une idÃ©ologie coloniale Ã laquelle se confronter dans une vision Ã©mancipatrice de dÃ©colonisation vers un processus de nÃ©gociation de deux Ãtats par une diplomatie douce, a boostÃ© le fondamentalisme juif en IsraÃ«l. Cela a aussi tragiquement criminalisÃ© la rÃ©sistance et la confrontation avec l'armÃ©e israÃ©lienne d'occupation qui l'assimile Ã du « terrorisme ». Cette capitulation palestinienne a accablÃ© un mouvement parallÃ©le du cÃ´tÃ© israÃ©lien : d'un sionisme raciste libÃ©ral vers un fondamentalisme de colons fascistes.

Avec les accords d'Oslo profondÃ©ment erronÃ©s, les sionistes racistes libÃ©raux ont perdu leur pertinence et leur pouvoir et sont devenus de pÃ¢les imitations de la droite israÃ©lienne. La droite elle-mÃªme a mutÃ© en une Ã©lite coloniale fondamentaliste et cela a pavÃ© la route Ã un nouvel IsraÃ«l fasciste.

Cela veut dire que pour IsraÃ«l, ce n'est dÃ©cidÃ©ment pas le moment d'une solution Ã deux Ãtats. C'est le moment de la liquidation de la cause palestinienne par la force sur le terrain, passant de la gestion du conflit du temps de la crise d'Oslo Ã une solution unilatÃ©rale imposÃ©e. Ainsi la cause palestinienne est rÃ©duite Ã une crise humanitaire Ã Gaza, Ã une autonomie locale restreinte de poches palestiniennes bantoustanisÃ©es en Cisjordanie, et Ã la dÃ©lÃ©gitimation des droits des rÃ©fugiÃ©s. De cette maniÃ¨re, IsraÃ«l vise la fin du conflit.

La description pessimiste de notre rÃ©alitÃ© n'est qu'une partie de l'histoire Ã qui reste encore Ã aboutir. Notre histoire est une triste rÃ©alitÃ© qui peut encore Ãªtre surmontÃ©e par la volontÃ© politique du peuple palestinien. Je ne vais pas entrer dans les obstacles palestiniens internes Ã la mobilisation pour la rÃ©sistance populaire, mais permettez moi de dire ceci : c'est l'AP (l'AutoritÃ© Palestinienne) elle-mÃªme qui agit comme agent de l'occupation et qui bloque les avancÃ©es politiques vers une lutte de masse. Sans cette obstruction de l'AP, nous serions aujourd'hui dans une situation complÃ©tement diffÃ©rente.

BAM

Quelle est votre apprÃ©ciation des derniers rÃ©sultats des Ã©lections israÃ©liennes ?

HZ

Le rÃ©sultat des Ã©lections est clair. La sociÃ©tÃ© israÃ©lienne et le spectre de son Ã©lite politique sont dans la continuitÃ© du projet d'Ã©craser les Palestiniens et leurs aspirations Ã un Ãtat et Ã la justice. L'annexion de la zone C en Cisjordanie Ã©carte toute possibilitÃ© d'une solution Ã deux Ãtats ou toute autre sorte d'autodÃ©termination palestinienne. L'AutoritÃ© Palestinienne

en est complice : elle ne conteste pas Israël et lui permet de ne pas être tenu pour responsable au plan international de ses crimes contre le peuple palestinien.

L'opposition à Benjamin Netanyahu que recherche la société israélienne n'est pas une alternative politico-idéologique. Au contraire, Benny Gantz et son nouveau parti, Kahol Lavan (Bleu-Blanc) ne diffèrent pas de Netanyahu sur l'axe sécuritaire et partagent sa profonde hostilité vis-à-vis des Palestiniens. Simplement, Gantz et son parti ne partagent pas son point de vue sur l'appareil d'État, en particulier sur le système judiciaire et sur les media. Le slogan de Gantz « la sécurité d'Israël » signifie écraser les Palestiniens et la résistance palestinienne. Donc personne ne devrait entretenir quelque illusion que ce soit sur les partis d'opposition israéliens.

Ce qui fera changer la politique israélienne, ce n'est pas l'approche diplomatique molle de l'AP mais la résistance populaire dans une nouvelle stratégie unifiée pour la libération.

BAM

Qu'est ce qui, selon vous, devrait être le rôle des parlementaires palestiniens en Israël ?

HZ

Ce rôle devrait s'inscrire dans une direction palestinienne globale. Le fait d'être au Parlement israélien ne devrait pas redéfinir votre rôle central de représentation de votre peuple et de lutte pour ses droits. Il ne devrait pas changer votre perception politique concernant la nature de l'État comme appareil et idéologie coloniaux à contre lequel vous luttez. Il ne devrait pas non plus modifier ou amoindrir ou changer votre mission politique de décolonisation de l'État.

Donc vous utilisez le Parlement comme une plateforme très limitée mais importante qui vous permet de vous exprimer davantage et d'élever le niveau de conscience sur les besoins et aspirations de notre peuple. En agissant ainsi, vous présentez une véritable alternative démocratique, non seulement pour votre peuple mais pour les Israéliens juifs aussi.

La Knesset est un outil, un medium, au sein d'un projet politique plus large à non la fin en soi de la politique. La Knesset vous donne une vaste plateforme pour porter vos messages à votre peuple et c'est un front crucial dans la confrontation avec l'opinion publique israélienne et l'État israélien.

Il y a certes des dangers. Chaque outil a des codes internes de performance et des contraintes qui pourraient altérer le contenu politique. Les parlementaires pourraient être tentés de chercher à être acceptés par les Israéliens, d'internaliser leur faiblesse, d'être assujettis et ainsi d'obtenir une légitimité israélienne. À cause des pressions structurelles de la situation, il y a, bien sûr, un risque que vous finissiez par modifier votre message, même vos croyances et que vous recadriez vos revendications selon des modalités plus acceptables par la société israélienne. Puisque vous êtes au Parlement pour réclamer certains services pour vos villages négligés et marginalisés, les concessions politiques sont un véritable danger.

Le vrai risque est d'orienter vos revendications autour de représenter les Israéliens et de chercher de l'influence dans le *statu quo* actuel, plutôt que de promouvoir votre propre programme et

vos intérêts politiques.

Mais au bout du compte, la façon de traiter avec la Knesset relève de notre choix : soit nous internalisons la schizophrénie consistant à servir une entité totalement hostile, soit nous l'utilisons pour promouvoir systématiquement nos principes politiques. Être des citoyens en Israël c'est participer aux élections israéliennes et occuper nos sièges à la Knesset. Comment mieux gérer cette situation et défendre nos droits, c'est là la question.

En plus d'être exposés à une colère et à une haine publiques virulentes de la part des Israéliens, l'aspect unique du travail des parlementaires palestiniens est qu'ils s'occupent des revendications les plus concrètes et quotidiennes du million et demi de Palestiniens d'Israël. Ces revendications concernent les soins de santé, les droits à l'éducation, au logement, la pauvreté, le chômage et toute une série de problèmes quotidiens qui sont le contenu concret et pratique de leur citoyenneté. Cela reflète notre totale dépendance des institutions israéliennes.

C'est pourquoi être à la Knesset a une importance pour la substance de notre citoyenneté. Nous ne pouvons pas laisser cela à la sphère de compétences des partis sionistes. Un médiateur national devrait être présent pour exercer une médiation entre le citoyen palestinien et l'État. Les membres de la Knesset jouent donc un rôle particulier de redéfinition de la citoyenneté à ses pratiques, ses droits, de même que les liens des gens à l'histoire. C'est notre façon de faire face aux tensions entre le fait d'être des citoyens d'Israël et notre identité palestinienne : c'est à dire la contradiction du fait de vivre dans un État qui a détruit notre société nationale et qui continue à écraser les Palestiniens.

BAM

Votre parti, Balad, était le seul partenaire de la coalition de la Joint List à refuser de vous rallier à Gantz pour le poste de premier ministre. Pourquoi ?

HZ

Se rallier à Gantz pour le poste de premier ministre est une façon de se noyer dans les détails, un abandon complet de la dimension palestinienne, et une manière d'intensifier plutôt que de résoudre la contradiction entre la citoyenneté israélienne et l'identité palestinienne et l'appartenance nationale. Cela affaiblit aussi nos tentatives politiques qui ne datent pas d'aujourd'hui pour concilier ces oppositions.

Pour les acteurs politiques palestiniens en Israël, la tâche la plus difficile est de gérer les multiples tensions qui existent entre l'identité et la citoyenneté dans un État hostile. Soutenir ceux qui ont commis des crimes contre le peuple palestinien était une violation de la dimension morale de notre action nationale. Ce ralliement superflu, apparemment pragmatique a aussi violé la dimension stratégique de notre lutte. C'est une interprétation tout à fait fautive de notre rôle dans la politique israélienne.

Plutôt que de contester et contribuer à changer la politique israélienne, nous avons accepté ses paramètres étroits et racistes. Les droits de la citoyenneté ne devraient pas être soumis au bon vouloir de l'opresseur selon qu'il trouve acceptable ou non le comportement et l'orientation politiques de l'opprimé. Ils sont inconditionnels. Le fait de politiser comme cela les droits rend les

Palestiniens vulnérables à une future exploitation politique par les partis sionistes.

Finalement, le ralliement affaiblit le lien crucial dans les luttes de libération entre le fait d'articuler sa propre dignité et le respect de soi et le fait d'agir en vue de résultats politiques. Si nous sommes engagés dans une lutte nationale palestinienne et non simplement dans une lutte pour les droits civiques alors notre identité politique d'appartenance au peuple palestinien importe et a des conséquences. Elle détermine aussi notre relation à l'état, qui relève d'une lutte contre la suprématie israélienne qui ne soit pas seulement orientée vers l'acquisition de quelques droits attachés à la citoyenneté dans une fausse entité excluante.

BAM

Comment voyez-vous la relation entre la lutte des Palestiniens en Israël et le mouvement national palestinien plus large ?

HZ

Question très importante à laquelle je n'ai pas de réponse claire. Nous avons comme base commune de lutter en tant que Palestiniens contre la politique israélienne, nous exprimant à partir de la même position historique et émotionnelle, nous opposant au sionisme et ses conséquences destructrices. Mais ce fait n'est pas suffisant pour contrer la réalité de la fragmentation politique.

Chaque secteur de la population palestinienne lutte actuellement dans son contexte propre et le fait dans une absence de stratégie unifiée ou même d'une vision politique commune. Après tout, quel sens a un peuple palestinien dépourvu de vision partagée et de destinée partagée ?

Et comment pouvons nous prétendre être un peuple si nous ne partageons pas un projet politique commun ? Nous en avons besoin pour établir la qualité de peuple. La culture et l'origine ne suffisent pas. Comme citoyens palestiniens en Israël, nous ne pouvons pas juste lutter pour nos droits civiques sans relier notre lutte à celle qui vise à mettre fin à l'occupation israélienne, au siège de Gaza, sans lutter pour le droit au retour et lutter pour un état de tous ses citoyens. Notre micro lutte de Palestiniens en Israël doit s'inscrire dans une macro-lutte de libération.

Traduction: SF pour l'Agence Media Palestine

Source: [Jacobinmag.com](https://jacobinmag.com)

date créée
2019/10/24